



# 730 raisons de ne pas siéger !

Monsieur,

Nos organisations syndicales **FO-DGFIP 83**, **Solidaires Finances Publiques 83**, **CGT Finances Publiques 83**, **CFDT Finances Publiques 83** et **CFTC Finances Publiques 83** vous exposent leurs 730 raisons de ne pas siéger en cette 1ère convocation du CSAL.

La situation actuelle est plus que particulière :

- **Au plan national :**

→ Un contexte budgétaire inacceptable avec un projet de loi de finances prévoyant plus de 60 milliards d'économie dont les 2/3 seront appliqués sur la dépense publique. Cette austérité, jamais égalée sous la V<sup>e</sup> république, est suicidaire : socialement parce qu'elle remet en question les droits, économiquement parce qu'elle plante la croissance, et démocratiquement parce qu'elle va accentuer les divisions de notre société.

Tout y passe : les retraités, les services publics, les fonctionnaires, les malades, le pouvoir d'achat.

- **Au plan Fonction Publique :** le mépris envers les fonctionnaires n'a plus de limite

→ Suppression de la GIPA, indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat des agents publics, permettant de verser une compensation aux agents ayant eu une baisse de pouvoir d'achat sur les 4 dernières années par rapport à l'inflation.

→ L'aumône d'une prime de 6 centimes, versée aux 230 000 fonctionnaires dont la rémunération sera en dessous du SMIC à compter du 01 novembre prochain et le gel de la valeur du point d'indice pour tous.

→ Les annonces du ministre Kasbarian, voulant reprendre le "projet de loi pour l'efficacité de la fonction publique", nom que Stanislas Guérini avait donné à son projet de loi de réforme de la Fonction publique.

→ Et dernier épisode, les propos diffamants les fonctionnaires au sujet des arrêts maladies qui conduisent le Ministre à proposer 3 jours de carence et la diminution de 10 % de la rémunération durant les 3 mois du congé ordinaire de maladie.

- **Au plan DGFIP :**

Les promesses du cadre d'objectif et de moyens d'une année blanche en termes de suppressions d'emplois non tenues.

Avec plus de 30 000 suppressions depuis la création de la DGFIP, pour l'austérité on a déjà donné !

D'autant que le chiffre de 550 suppressions d'emplois n'est qu'une contraction puisque les directions territoriales vont être sommées de trouver 730 emplois à rayer de la carte !

Dont 1081 suppressions dans la catégorie B, massacrée car présentant le plus de vacances d'emplois.

**FO-DGFIP 83, Solidaires Finances Publiques 83, CGT Finances Publiques 83,  
CFDT Finances Publiques 83 et CFTC Finances Publiques 83**

**revendiquent :**

- \* **l'abrogation de la dernière réforme des retraites, 64 ans c'est toujours non !**
- \* **le maintien des droits en matière de maladies !**
- \* **une revalorisation significative de la valeur du point d'indice fonction publique !**
- \* **les moyens humains comme budgétaires, nécessaires à l'exercice quotidien des missions des agents de la DGFIP !**